

Je m'aime, toi non plus

Jean-Philippe Warren

Numéro 310, hiver 2016

Souveraineté

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/79731ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Warren, J.-P. (2016). Je m'aime, toi non plus. *Liberté*, (310), 33–35.

Je m'aime, toi non plus

Le discours souverainiste québécois a été enrayé par l'absence d'antagonistes.
« Donnez-moi des vilains! »

Par Jean-Philippe Warren

MOI qui – métier d'historien oblige – ai la tête pleine des premiers textes d'un Pierre Vallières, je m'étonne d'entendre les nationalistes québécois actuels chanter les avantages de la souveraineté pour tout le monde et son père, y compris pour, disent-ils, « nos amis fédéralistes ». Il y a là, par rapport aux années soixante, un changement profond dans l'ordre du discours. La rhétorique de la confrontation a fait place à la tentation de l'unanimité. Ce glissement n'est pas banal.

Bien qu'il existe une multitude de mouvements ayant utilisé dans l'histoire la non-violence pour arriver à leurs fins, de nombreux groupes ayant refusé d'opposer à la haine de leurs ennemis une détestation réciproque, la politique repose *in fine* sur la division de la société en camps plus ou moins hostiles. Nous retrouvons ici l'argument énoncé par le philosophe allemand Carl Schmitt (1888-1985) selon qui l'essence de la politique trouve justement son incarnation dans la distinction entre « ami » et « ennemi ». Le corollaire de la thèse suivant laquelle le concept du politique repose sur la « discrimination de l'ami et de l'ennemi », c'est que le conflit avec l'ennemi fonde l'existence de « l'unité politique ». Au contraire de poser l'État en premier et de prétendre que ce soit lui qui crée un regroupement politique pour faire face à des menaces extérieures, Schmitt suppose que c'est plutôt le regroupement des masses en vue des hostilités qui engendre l'État. Vu dans cette perspective, un groupe n'est fort qu'en proportion des antagonismes qu'il suscite ou entretient, tout relâchement entraînant une baisse de sa cohésion interne. « L'ennemi,

écrivait Schmitt, est notre propre question en tant que figure. » Autrement dit, l'on ne se voit bien que dans le miroir des hostilités que l'on crée ou dont on est l'objet.

Si tant est que Schmitt ait raison, au moins jusqu'à un certain point, alors on peut dire que le mouvement souverainiste est aujourd'hui pris dans une impasse existentielle. Pour faire, en quelque sorte, le plein d'énergie démocratique, celui-ci doit susciter un désaccord profond entre ceux qu'il représente et un autre groupe qui

de partage entre amis et ennemis, frontière qui fonde, selon Schmitt, le débat politique. Cela aide à comprendre pourquoi l'appui à la souveraineté ne cesse de décroître ces dernières années, emporté par la fin du contentieux historique entre Canadiens français et Canadiens anglais.

Un western sans vilain

SI le mouvement souverainiste peine dorénavant à nommer ses ennemis, cela ne veut pas dire, bien entendu, que ceux qui s'opposent à l'indépendance soient désarmés et qu'ils accueillent maintenant sans atermoiements la perspective d'une revendication nationale (au contraire, la peur des séparatistes reste bien vivante dans les cercles fédéralistes, qui se servent habilement de cette menace à chaque élection). Cela ne veut pas dire non plus que les mécanismes néocoloniaux qui structurent en profondeur les relations fédéral-provincial ne continuent pas de reproduire des rapports amis-ennemis de niveaux supérieurs. Cela veut simplement dire que nous avons assisté, depuis la crise du lac Meech, à l'apaisement graduel des rapports entre Québec et Ottawa, de nombreux commentateurs martelant la nécessité d'en finir une fois pour toutes avec les « chicanes » et les discours « divisifs ».

Les grands acteurs des conflits constitutionnels des années soixante à quatre-vingt-dix s'étant retirés graduellement de la scène politique, cela n'est pas pour aider la perpétuation d'ennemis pour les souverainistes. En janvier 1990, Jacques Parizeau avait confié aux journalistes du *Soleil* qui l'avaient convié en entrevue : « Jean



lui serait adverse. Or, pour les partisans de l'option indépendantiste, une difficulté de taille surgit, puisque les ennemis supposés des Québécois francophones, loin de vouloir s'opposer frontalement à eux, ne cessent de désamorcer leurs volontés historiques de révolte. Le mouvement souverainiste québécois se retrouve donc dorénavant sans véritable adversaire, ce qui efface la ligne

Chrétien est parfait. Il faut quelqu'un qui fasse effet de repoussoir. Quelqu'un qui dise : "mangez de la... et allez au diable." Dans ce western qui va se dérouler, moi, j'ai besoin de vilains. Un western, c'est fait avec des bons et des vilains. Donnez-moi des vilains en masse! » Aujourd'hui, pour les disciples de Parizeau, c'est la désolation, tous les anciens truands et brutes – Pierre Elliott

« Dans ce western qui va se dérouler, moi, j'ai besoin de vilains. Un western, c'est fait avec des bons et des vilains. Donnez-moi des vilains en masse! »

– Jacques Parizeau

Trudeau en tête – ayant disparu et personne ne pouvant plus trouver de comparable aux déclarations incendiaires des francophobes de jadis, quand il faisait bon jeter du « *speak white* » aux clients de chez Eaton, et ce, même s'il existe encore, je le concède volontiers, des poches de *Quebec bashing* sur le web et que, de temps à autre, le *Globe & Mail* aime à faire paraître un éditorial aux propos douteux.

Il est de plus en plus difficile, pour les membres du mouvement souverainiste, de nommer des objets d'indignation ou de colère qui leur permettraient d'agiter l'opinion de manière forte. On ne leur pardonne pas de nourrir des pensées xénophobes, la phrase choquante de Parizeau au soir du référendum de 1995 continuant à hanter les consciences. On les entend concéder que, même sous Harper, le Canada demeure « un formidable succès à l'échelle

de l'humanité » et l'un des pays du monde parmi les plus « justes et civilisés ». Enfin, si on regarde du côté des politiques publiques qui seraient préjudiciables aux Québécois francophones, force est d'admettre qu'il n'est pas aisé de soulever la population contre une Charte des droits et libertés de la personne qui protège nos droits individuels ou une approche multiculturelle dont le Québec a copié l'essentiel en lui donnant une autre étiquette. Mener une bataille électorale sur la seule base du refus du Québec de signer la constitution de 1982 serait suicidaire, tant l'électorat n'y voit en général aucun motif d'embrassement.

Pour les souverainistes, il ne reste vraiment que le « fédéral » comme épouvantail. Le problème, c'est que le gouvernement fédéral est devenu une réalité tellement évanescence pour les Québécois qu'ils peuvent élire à Ottawa une vague soudaine de candidats et candidates du NPD sans se soucier outre mesure de l'impact de leurs gestes électoraux. Curieusement, les Québécois francophones s'intéressaient davantage à ce qui se passait dans la capitale fédérale quand c'était leurs compatriotes qui y exerçaient le pouvoir, comme s'ils préféreraient les querelles entre compatriotes aux épreuves de force effectives à l'intérieur de la fédération. Maintenant que les batailles entre Québécois font partie du passé, personne ne paraît réellement souhaiter participer à une lutte frontale entre le Québec et le reste du Canada, avec pour conséquence qu'à peu près toute la politique du Québec se limite dorénavant aux dimensions de la province. C'est ainsi que, à certains égards, depuis qu'elle est régie par un gouvernement issu de l'Ouest, Ottawa ressemble pour les Québécois francophones à la capitale d'un pays étranger avec lequel ils sont liés par la force des choses, mais pour lequel ils éprouvent le plus souvent des sentiments de cynisme et d'indifférence.

Un mariage de raison

Faute de mieux, donc, ce que des souverainistes en viennent à reprocher aux fédéralistes canadiens, ce n'est pas de brûler le fleurdelisé sur la place publique ou d'injurier les *Frogs*, c'est plutôt de leur servir des déclarations d'affection vides, sans les accompagner de gestes concrets. Ce qu'ils reprochent aux Canadiens anglais, ce n'est pas de les détester, mais de ne pas suffisamment les aimer. Comme il devient difficile de manifester des motifs de discorde, on se rabat sur les effusions trop peu franches ou abondantes des Canadiens anglais, et il arrive que la souveraineté du Québec soit

revendiquée au nom du trop peu d'empressement à satisfaire un légitime besoin de reconnaissance. On se désole qu'il n'y ait pas assez de pancartes « *We love you, Quebec* », comme lors du grand *love-in* de 1995, mais y en aurait-il davantage que ces messages ne seraient de toute façon pas crus tant le Canada anglais, mercantile et froid, paraît aux yeux de la majorité francophone du Québec incapable d'élan amoureux pour quoi que ce soit.

Fait intéressant, dans le discours dominant, la relation de la province au reste du Canada est régulièrement assimilée à un mariage. Cette union, disons-le, n'a rien de romantique. L'Acte de l'Amérique du Nord britannique, pensent plusieurs, constitue un mariage arrangé, mariage qui a été imposé au Québec en 1867 par des banquiers véreux et des propriétaires de compagnies de chemin de fer corrompus. Les souverainistes québécois sont d'avis que le mariage canadien est un échec et qu'il est grand temps de se séparer. À l'occasion du vingtième anniversaire de l'échec de l'accord du lac Meech, Jean-François Lisée a déclaré sur son blogue (le 2 juin 2010) que le Canada était un « mariage de raison » malheureux. Un de ses lecteurs a répliqué que « Canada-Québec n'est pas un mariage mais un viol (1763, 1838-1867, 1910, 1970, 1980, 1990-1995 et 2003). Comment un francophone peut marier un unilingue anglophone [?] [...] Totalemment incompatible, ce mariage forcé ». De même, dans une lettre d'opinion envoyée au *Devoir* le 4 janvier 2011, un certain Dominique Boivin écrivait : « Le Québec a le droit de mettre fin à sa vieille relation de mariage forcé avec le Canada, organisé par Londres. Comme un couple qui, constatant que plus rien ne va, se sépare pour ensuite divorcer. Et Dieu sait que le couple est pour le moins bancal depuis des lustres et des lunes, sinon depuis le début de son mariage forcé, et ce, peu importe les thérapies de couple, très nombreuses et toujours infructueuses. »

D'autres observateurs, plus conciliants, acceptent l'idée d'une union sans amour basée sur des intérêts bien compris, exigeant seulement « un plus grand lit », voire « des lits jumeaux », tout en continuant à partager la maison. Lors du débat des candidats à la chefferie du Parti libéral, en 2013, la modératrice Dominique Poirier a posé la question suivante : « Avortement, mariage gai, registre des armes, monarchie, jeunes contrevenants, plusieurs Québécois ressentent un choc des valeurs avec le gouvernement fédéral et ne reconnaissent plus leur Canada. Vous, reconnaissez-vous votre Canada? » Chacun des prétendants y est allé de son petit boniment. La réponse

de Raymond Bachand reste la plus intéressante, et Vincent Marissal l'a résumée ainsi : « En gros, le Canada est un pas pire *deal*, un mariage de raison, dont on n'attend plus grand-chose. À défaut de mieux, on s'y fait. » Pour Bachand, c'est comme si le Québec avait choisi de faire, mentalement, chambre à part, tout en prétendant pouvoir s'accommoder de ce compagnonnage sans passion.

La souveraineté par amour de soi

AYANT évacué la notion d'ennemi, s'étant rabattu sur l'idée d'un partenaire insouciant, le projet souverainiste débouche dans un premier temps sur une politique qui tourne à vide : la souveraineté n'a plus rien à combattre que le manque d'affection de son partenaire canadien-anglais, que les effusions insincères des élus d'Ottawa. Puisque la moitié des Canadiens anglais déclarent ne pas s'émouvoir à l'idée que les Québécois quittent le Canada, il reste, clame-t-on, à leur rendre la pareille : « Je ne t'aime pas, moi non plus ! » Vue dans cette perspective, la souveraineté serait une façon de prendre acte de l'échec sentimental du couple Québec-Canada. Maintenant que, plus que jamais, le gouvernement fédéral agit comme si le Québec n'existait pas, raisonne-t-on dans certains milieux, les Québécois doivent devenir parfaitement étrangers à ce qui se passe à Ottawa.

Cependant, on sent bien que cette justification de la souveraineté porte en elle-même sa contradiction, les Québécois ayant d'autant moins de mobiles de faire l'indépendance qu'ils la consomment déjà dans leur tête, sinon dans les faits. Par un curieux retournement de la philosophie schmittienne, plusieurs sont amenés pour cette raison à fonder le projet souverainiste, non sur une distinction entre ami et ennemi qui n'a plus cours, mais sur exactement l'inverse : pour bien des souverainistes actuels, l'amour de soi apparaît, plus encore que l'indifférence de l'autre, comme l'ultime motif d'indépendance. Ils répètent à qui veut les entendre qu'il faut que le Québec s'aime assez pour assumer pleinement son devenir, qu'il en finisse, selon les mots de Jacques Beauchemin, avec un « étrange divorce d'avec soi-même ». On est très loin ici de Schmitt qui croyait, tel qu'il l'exposait dans *La notion de politique*, que : « L'ennemi est notre propre remise en question personnelle. [...] L'ennemi se tient sur le même plan que moi. C'est pour cette raison que j'ai à m'expliquer avec lui dans le combat, pour conquérir ma propre mesure, ma propre

limite, ma forme à moi. » Désormais, pour un grand nombre de souverainistes québécois livrés à un théâtre d'ombres, il n'y a plus d'ennemi au sens fort du terme, et l'indépendance ne peut donc arriver que par un sursaut d'amour-propre, entendu comme une réconciliation avec soi-même, comme une acceptation de soi.

Carl Schmitt serait d'avis qu'aucune politique véritable ne peut advenir dans un tel contexte. Dans l'histoire, même les leaders des mouvements pacifistes ont identifié leurs adversaires (les *jingos* de l'Empire britannique pour Gandhi, les *white supremacists* de l'Amérique blanche pour Martin Luther King), tout en proclamant que leur amour pouvait vaincre leur haine. Le mouvement souverainiste québécois est désarmé de se

Ce que les souverainistes reprochent aux Canadiens anglais, ce n'est pas de les détester, mais de ne pas suffisamment les aimer.

retrouver dans un monde où la célébration de la diversité a progressivement dissipé, au moins dans le discours officiel, la peur de l'Autre. Il ne lui reste plus comme message qu'à faire de la fierté d'être soi le mobile suffisant de la séparation. J'ai lu quelque part sur un blogue : « On ne doit surtout pas quitter le Canada parce qu'on le hait, mais parce que les Québécois s'aiment. » C'est un drôle d'argument. Je parie que Schmitt l'aurait trouvé révélateur de l'essoufflement actuel du mouvement nationaliste. **L**

Jean-Philippe Warren est sociologue. Son dernier ouvrage, *Honoré Beaugrand, la plume et l'épée*, est paru cette année au Boréal.

Entre deux numéros de *Liberté*, le fil de la discussion se poursuit.



revueliberte.ca

 @revueliberte

 /RevueLiberte